



Déclaration CTA interacadémique du 13 janvier

Monsieur le Recteur de la région Grand Est et de l'académie de Nancy Metz,

Madame la Rectrice de l'académie de Strasbourg

Madame la Rectrice déléguée à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation.

Monsieur le Recteur de l'académie de Reims,

Le commencement d'une nouvelle année est traditionnellement le moment des vœux républicains et des bonnes résolutions. Veuillez donc tout d'abord recevoir nos meilleurs vœux sur le plan personnel pour chacune et chacun et professionnel pour tous.

Le Ministre Jean Michel Blanquer, dans son message du 4 janvier félicite et remercie la profession de sa formidable adaptation à la situation de crise que nous traversons. Soit.

Mais loin des bonnes résolutions, comme en 2020, le Ministre se paie encore de mots, car les décisions prises sont encore bien insuffisantes pour concrétiser la reconnaissance et la valorisation des métiers de l'éducation:

- des cartes scolaires déplorables dans le second degré avec des suppressions massives de postes et une profusion d'heures supplémentaires imposées.
- des suppressions de postes administratifs et d'encadrement certes dans le cadre d'un redéploiement national mais en cumulant la suppression de 12 postes à Nancy-Metz, 10 à Reims et 2 à Strasbourg, c'est 24 postes en moins pour le Grand EST, sans compter les 7 postes de la région académique ! C'est cher payé la transition démographique !
- le projet de transfert de postes à responsabilité et du personnel de santé aux collectivités locales. Depuis l'annonce dans la presse en décembre de ce projet de loi 4D, l'Unsa Education et ses syndicats de personnels administratifs (AI Unsa), infirmiers (Snies-Unsa) et de médecine scolaire (SNMSU-Unsa), d'encadrement (Snpdn-Unsa) n'ont cessé d'agir pour s'opposer à une nouvelle décentralisation de ses personnels, qui plus est, non concertée.

- Une revalorisation en demi-teinte très éloignée des véritables attentes des personnels sans garantie concrète, à ce jour, d'une véritable stratégie pluriannuelle. Dans le contexte actuel, toujours aussi difficile, pour que les personnels puissent maintenir leur haut niveau d'engagement, l'UNSA Education demande bien plus que des mots, elle souhaite un réel engagement du ministère, c'est ce qu'elle continue de porter au sein du Grenelle de l'Éducation autour des quatre leviers prioritaires : reconnaissance, coopération, ouverture et protection des valeurs de la République.

Concernant la crise sanitaire, l'Unsa Education se préoccupe du maintien de l'ouverture des lieux scolaires et s'inquiète à l'annonce des différents variants du virus, alerte sur la nécessité d'anticiper l'ensemble des scénarii, et sur l'impérativité d'y associer dès maintenant les représentants des personnels.

La mise en œuvre d'une protection renforcée doit être planifiée. Le non-brassage des élèves, le fonctionnement des cantines, lieux particulièrement à risques du fait de l'absence de masques, l'aération des salles, les tests à grande échelle, l'isolement des cas positifs et cas contact et l'aménagement des locaux doivent faire partie du plan préparé.

Le recrutement de personnels supplémentaires et pérennes doit être amplifié sans attendre.

Par ailleurs, les personnels doivent être informés, notamment sur le maintien des organisations adaptées dans de nombreux lycées au-delà du 20 janvier.

En outre, des décisions rapides doivent être rendues sur l'organisation des examens pour ne pas laisser dans l'incertitude élèves et personnels. L'Unsa demande le report des épreuves du mois de mars.

Enfin, nous voulons des éclaircissements sur la politique vaccinale des personnels de l'Éducation Nationale qui ne pourra pas s'improviser au dernier moment, comme trop souvent ! Il serait scandaleux d'apprendre ces éléments au détour d'un journal télévisé, voire lors d'un échange du ministre sur une chaîne internet

En conclusion, je voudrais rappeler qu'à quelques mois de la fin d'un quinquennat qui a vu la confiance se distendre sans cesse avec les personnels de l'Éducation il est encore possible d'apporter des éléments qui aillent dans le sens de la reconnaissance et du respect.

Dans les domaines de l'éducation nationale, la jeunesse, les sports, l'enseignement supérieur, la recherche et la culture, l'UNSA Éducation représente des personnels engagés, professionnels et responsables et qui aiment leur métier. Il faut leur faire confiance, les reconnaître et les respecter.

Aujourd'hui le lien est rompu, il reste quelques mois pour le reconstruire. L'UNSA Éducation porte des propositions en ce sens.

Nous rappelons cependant, encore une fois, qu'il ne suffit pas de se gargariser avec les mots « dialogue social » et « confiance ». Ce gouvernement porte la responsabilité de la loi fonction publique qui les a fortement dégradés et qui a organisé le contournement des instances où ce dialogue existait, construisant et entretenant la transparence, et par là même, la confiance des agents vis-à-vis de leur institution.

Le Ministre est partisan des « expérimentations », celle-ci est clairement un échec, il est plus qu'urgent de s'en départir et de retrouver respect et sérénité dans nos fonctionnements.

Je vous remercie pour votre attention.

Magali Leclaire, pour l'Unsa Education Grand Est

